

**PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire** du conseil municipal de la Paroisse Sainte-Marie-Madeleine ayant eu lieu à **19 h 30** le **lundi, 8 juillet** 2019 au 405, boulevard Laurier, Sainte-Marie-Madeleine.

À laquelle sont présents :

Madame Ginette Gauvin, conseillère

Monsieur René Poirier, conseiller

Monsieur Bernard Cayer, conseiller

Monsieur Pascal Daigneault, conseiller

Monsieur René-Carl Martin, conseiller

Monsieur Jean-Guy Chassé, conseiller

Formant le quorum requis par, la Loi sous la présidence du maire, monsieur Gilles Carpentier.

Est également présent :

Monsieur Michel Morneau OMA. urb. Directeur général

 **1. OUVERTURE DE LA SÉANCE**

Ouverture de la séance ordinaire du conseil municipal de la Paroisse Sainte-Marie-Madeleine à 19 h 30.

**2019-07-178 2. ADOPTION DE L’ORDRE DU JOUR**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** madame la conseillère Ginette Gauvin

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

et résolu à l’unanimité

**D’ADOPTER** l’ordre du jour tel que proposé

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

2. ADOPTION DE L’ORDRE DU JOUR

3. APPROBATION DE PROCÈS-VERBAUX

3.1 Adoption du procès-verbal du 10 juin 2019;

3.2 Adoption du procès-verbal du 17 juin 2019 – séance extraordinaire;

3.3 Adoption du procès-verbal du 2 juillet 2019 – séance extraordinaire;

4. RAPPORT DE CORRESPONDANCE

5. PÉRIODE DE QUESTIONS

6. LÉGISLATION

6.1 Règlement numéro 19-498 modifiant le règlement 12-407 décrétant une délégation de compétences, les règles de contrôle et suivi budgétaire tel que déjà modifié par le règlement numéro 12-414 pour modifier les montants de dépenses autorisées par le directeur général;

6.2 Avis de motion et dépôt du projet de règlement numéro 19-502 décrétant des travaux de réfection des réseaux d’aqueduc et d’égout et un emprunt de 580 077$, décrétant une dépense de 1 310 135$ pour des travaux de prolongement du réseau d’égout sanitaire des rues Palardy et Berger, bouclage du réseau d’eau potable sur la rue Berger

6.3 Suivi des travaux de réfection des réseaux d’aqueduc et d’égout - prolongement du réseau d’égout sanitaire des rues Palardy et Berger, bouclage du réseau d’eau potable sur la rue Berger;

6.4 Avis de motion et dépôt du règlement numéro 19-501 sur la gestion contractuelle

7. ADMINISTRATION

7.1 Approbation des comptes à payer;

7.2 Autorisation d’affichage d’une offre d’emploi – poste d’adjointe administrative;

7.3 Création du comité d’embauche – poste d’adjoint (e)-administratif (ive);

7.4 Engagement temporaire – délégation au directeur général;

7.5 Gestion des plaintes et des requêtes – acquisition;

7.6 Acquisition d’un photocopieur

8. SÉCURITÉ PUBLIQUE ET CIVILE

8.1 Bilan 2018 (an 7) en incendie – acceptation du rapport;

8.2 Coordonnateur des mesures d’urgence – nomination;

9. INFRASTRUCTURE ET TRANSPORT

9.1 Télémétrie pour compteurs d’eau;

10. AMÉNAGEMENT ET URBANISME

10.1 Règlement 19-496 modifiant le règlement de zonage numéro 09-370 afin de modifier les normes relatives au stationnement dans la zone 106 – Adoption;

10.2 Avis de motion et projet de règlement 19-500 amendant le règlement no 04-306 règlement sur les dérogations mineures aux règlements d’urbanisme

11. LOISIRS ET CULTURE

11.1 Subvention pour les loisirs – parents entraîneurs

11.2 Contrats – service de cours Yoga, de planche à roulettes et entraînement crossfit

12. PÉRIODE DE QUESTIONS

13. LEVÉE DE L’ASSEMBLÉE

**3. APPROBATION DE PROCÈS-VERBAUX**

**2019-07-179 3.1 APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 10 JUIN 2019**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Pascal Daigneault

**APPUYÉ PAR :** madame la conseillère Ginette Gauvin

et résolu à l’unanimité

**D’ADOPTER** le procès-verbal du 10 juin 2019 tel que déposé.

**2019-07-180 3.2 APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 17 JUIN 2019 - SÉANCE EXTRAORDINAIRE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René-Carl Martin

et résolu à l’unanimité

**D’ADOPTER** le procès-verbal du 17 juin 2019 tel que déposé.

**2019-07-181 3.3 APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 2 JUILLET 2019 - SÉANCE EXTRAORDINAIRE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Pascal Daigneault

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René Poirier

et résolu à l’unanimité

**D’ADOPTER** le procès-verbal du 2 juillet 2019 tel que déposé.

**2019-07-182 4. RAPPORT DE CORRESPONDANCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller René Poirier

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Pascal Daigneault

et résolu à l’unanimité

**DE RECEVOIR** par dépôt au Conseil municipal du directeur général, Monsieur Michel Morneau, le rapport de correspondance du mois.

**5. PÉRIODE DE QUESTIONS**

Il est noté les différentes questions du public.

**6. LÉGISLATION**

**2019-07-183 6.1 RÈGLEMENT NUMÉRO 19-498 MODIFIANT LE RÈGLEMENT 12-407 DÉCRÉTANT UNE DÉLÉGATION DE COMPÉTENCES, LES RÈGLES DE CONTRÔLE ET SUIVI BUDGÉTAIRE TEL QUE DÉJÀ MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT NUMÉRO 12-414 POUR MODIFIER LES MONTANTS DE DÉPENSES AUTORISÉES PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL;**

**CONSIDÉRANT QU’UN** avis de motion a été donné par Monsieur le conseiller René-Carl Martin lors de la séance régulière du conseil tenue le 10 juin 2019;

**CONSIDÉRANT QU’UN** projet de règlement a été déposé aux élus le 3 juin 2019;

**CONSIDÉRANT QU’UN** projet de règlement a été déposé à la séance ordinaire du Conseil municipal le 10 juin 2019;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller René Poirier

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Pascal Daigneault

et résolu à l’unanimité

**D’ADOPTER** le règlement numéro 19-498 modifiant le règlement 12-407 décrétant une délégation de compétences, les règles de contrôle et suivi budgétaire tel que déjà modifié par le règlement numéro 12-414 pour modifier les montants de dépenses autorisées par le directeur général tel que déposé.

**2019-07-184 AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 19-502 DÉCRÉTANT DES TRAVAUX DE RÉFECTION DES RÉSEAUX D’AQUEDUC ET D’ÉGOUT ET UN EMPRUNT DE 580 077$, DÉCRÉTANT UNE DÉPENSE DE 1 310 135$ POUR DES TRAVAUX DE PROLONGEMENT DU RÉSEAU D’ÉGOUT SANITAIRE DES RUES PALARDY ET BERGER, BOUCLAGE DU RÉSEAU D’EAU POTABLE SUR LA RUE BERGER;**

Avis de motion est, par la présente, donné par madame la conseillère Ginette Gauvin, qu’à, une prochaine séance du Conseil, il sera présenté pour adoption un règlement ayant le règlement numéro 19-502 décrétant un emprunt pour l’exécution des travaux de prolongement du réseau d’égout sanitaire des rues Palardy et Berger, bouclage du réseau d’eau potable sur la rue Berger.

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité de la Paroisse de Sainte-Marie-Madeleine désire se prévaloir du pouvoir prévu au cinquième alinéa à l’article 1061 du Code municipal du Québec;

**CONSIDÉRANT QUE** n’est également soumis qu’à l’approbation du ministre un règlement d’emprunt dont au moins 50% de la dépense prévue fait l’objet d’une subvention dont le versement est assuré par le gouvernement ou par l’un de ses ministres ou organismes. Dans un tel cas, le ministre peut toutefois exiger que le règlement soit soumis à l’approbation des personnes habiles à voter;

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité de la Paroisse de Sainte-Marie-Madeleine décrète que ces travaux font partie de la programmation officielle de la Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018 (TECQ) dûment approuvée par le Ministère des Affaires Municipales et de l’Habitation en date du 27 février 2019 au montant de 1 031 155$;

**CONSIDÉRANT QUE** la contribution de la TECQ 2014-2018 au montant de 1 031 155$. La part fédérale de 730 058$ sera versée comptant et la part provinciale de 301 097$ sera financée au service de la dette pour une période de 20 ans.

**CONSIDÉRANT QUE** ce règlement comprend les projets portants les numéros 1112-P1 et 1122-P2 de la programmation des priorités 1 à ce programme et un montant de 1 031 155$ est alloué et ceux-ci sont approuvés par le MAMH;

**CONSIDÉRANT QU’UN** projet de règlement a été remis aux élus le 5 juillet 2019;

**CONSIDÉRANT QU’UN** avis de motion a été donné lors de la même séance du conseil tenue du 5 juillet 2019;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

**APPUYÉ PAR :** madame la conseillère Ginette Gauvin

et résolu à l’unanimité

**DE DÉPOSER** le projet de règlement numéro 19-502 décrétant des travaux de réfection des réseaux d’aqueduc et d’égout et un emprunt de 580 077$, décrétant une dépense de 1 310 135$ pour des travaux de prolongement du réseau d’égout sanitaire des rues Palardy et Berger, bouclage du réseau d’eau potable sur la rue Berger;

**2019-07-185 6.3 SUIVI DES TRAVAUX DE RÉFECTION DES RÉSEAUX D’AQUEDUC ET D’ÉGOUT - PROLONGEMENT DU RÉSEAU D’ÉGOUT SANITAIRE DES RUES PALARDY ET BERGER, BOUCLAGE DU RÉSEAU D’EAU POTABLE SUR LA RUE BERGER;**

**CONSIDÉRANT QUE** les travaux de réfection des réseaux d’aqueduc et d’égout prolongement du réseau d’égout sanitaire des rues Palardy et Berger, bouclage du réseau d’eau potable sur la rue Berger ne peuvent débuter alors qu’il manque un certificat d’autorisation du Ministère de l’Environnement;

**CONSIDÉRANT** les plans et devis de ce projet;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller René Poirier

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René-Carl Martin

et résolu à l’unanimité

**DE FAIRE** part à l’entrepreneurBertrand Mathieu ltée qu’il ne peut débuter les travaux sans l’obtention des obligations minimales des plans et devis et spécifiquement le certificat d’autorisation du Ministère de l’Environnement;

**QUE** le règlement d’emprunt de ces travaux doit être vigueur avant l’ouverture du chantier.

**2019-07-186 6.4 - AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU RÈGLEMENT NUMÉRO 19-501 SUR LA GESTION CONTRACTUELLE**

Avis de motion est, par la présente, donné par madame la conseillère Ginette Gauvin, qu’à, une prochaine séance du Conseil, il sera présenté pour adoption un règlement ayant pour but d’adopter un règlement remplaçant la politique de gestion contractuelle. Elle encadrera également les contrats gré à gré.

**CONSIDÉRANT QUE** une Politique de gestion contractuelle a été adoptée par la Municipalité, conformément à l’article 938.1.2 du Code municipal du Québec (ci-après appelée « C.M. »);

**CONSIDÉRANT QUE** l’article 938.1.2 C.M. a été remplacé, le 1er janvier 2018, obligeant les municipalités, à compter de cette dernière date, à adopter un règlement sur la gestion contractuelle, la politique actuelle de la Municipalité étant cependant réputée être un tel règlement;

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement doit minimalement prévoir des mesures à l’égard de six objets identifiés à la loi et, à l’égard des contrats qui comportent une dépense de 25 000 $ ou plus mais inférieurs au seuil obligeant un appel d’offres public déterminé par le règlement du gouvernement et qui peuvent être passés de gré à gré en vertu des règles adoptées par la Municipalité et prévoir des mesures pour assurer la rotation des éventuels cocontractants;

**CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité souhaite, comme le lui permet le 4e alinéa de l’article 938.1.2 C.M., prévoir des règles de passation des contrats qui comportent une dépense d’au moins 25 000 $ et inférieurs au seuil obligeant un appel d’offres public déterminé par le règlement du gouvernement et, qu’en conséquence, l’article 936 C.M. (appel d’offres sur invitation) ne s’applique plus à ces contrats à compter de l’entrée en vigueur du présent règlement;

**CONSIDÉRANT QUE** le présent règlement répond à un objectif de transparence et de saine gestion des fonds publics;

**CONSIDÉRANT QU’UN** avis de motion a été donné le 8 juillet 2019;

**CONSIDÉRANT QU’UN** document servant de projet de règlement a été remis aux élus le 5 juillet 2019 afin de prendre connaissance de son contenu;

**CONSIDÉRANT QUE** le directeur général et secrétaire-trésorier mentionne que le présent règlement a pour objet de prévoir des mesures relatives à la gestion contractuelle pour tout contrat qui sera conclu par la Municipalité, incluant certaines règles de passation des contrats pour les contrats qui comportent une dépense d’au moins 25 000 $ et inférieurs au seuil obligeant un appel d’offres public déterminé par le règlement du gouvernement;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Pascal Daigneault

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

et résolu à l’unanimité

**DE DÉPOSER** le règlement numéro 19-501 sur la gestion contractuelle.

 **7.0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

**2019-07-187 7.1 COMPTE À PAYER**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** madame la conseillère Ginette Gauvin

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

et résolu à l’unanimité

**D’ADOPTER** la liste des comptes à payer, totalisant un montant de 251 732.17 $ afin de payer les fournisseurs. La liste de ces dépenses est incluse dans un registre prévu à cette fin. Elle sert également de registre des dépenses au sens du règlement numéro 12-407 et ses amendements déléguant au directeur général et au directeur du service de sécurité des incendies certains pouvoirs d’autoriser des dépenses et de passer des contrats, et du règlement 07-350 décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaires.

**2019-07-188 7.2 AUTORISATION D’AFFICHAGE D’UNE OFFRE D’EMPLOI – POSTE D’ADJOINT(E)-ADMINISTRATIF (IVE)**

**CONSIDÉRANT QUE** les obligations supplémentaires des municipalités en sécurité civile, au greffe, en gestion contractuelle et aux communications;

**CONSIDÉRANT** l’entrée en vigueur les lois 122, 155, et du décret AM-0010-2018 du 20 avril 2018 incluant le règlement sur les procédures d’alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre;

**CONSIDÉRANT** la recommandation positive de Monsieur le directeur général Michel Morneau quant à l’ouverture de ce poste;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller René Poirier

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Jean-Guy Chassé

et résolu à l’unanimité

**D’AUTORISER** le directeur général Monsieur Michel Morneau à afficher le poste d’adjoint(e)-administratif (ive) temps plein permanent selon les conditions de la politique de rémunération en vigueur.

**2019-07-189 7.3 CRÉATION DU COMITÉ D’EMBAUCHE – POSTE D’ADJOINT(E)-ADMINISTRATIF (IVE)**

**CONSIDÉRANT QUE** l’ouverture du poste d’adjoint(e)-administratif (ive) temps plein permanent;

**CONSIDÉRANT QUE** la démarche d’engagement d’un nouvel employé présuppose une analyse sérieuse des candidatures;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Pascal Daigneault

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Jean-Guy Chassé

et résolu à l’unanimité

**D’AUTORISER** la création du comité d’embauche du poste d’adjoint(e)-administratif (ive).

**QUE** Madame la conseillère Ginette Gauvin, Monsieur le conseiller Bernard Cayer, Monsieur Michel St-Amour et Monsieur Michel Morneau forment un comité d’embauche au poste d’adjoint(e)-administratif (ive).

**2019-07-190 7.4 ENGAGEMENT TEMPORAIRE – DÉLÉGATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**

**CONSIDÉRANT** le besoin ponctuel de ressources humaines pour différents mandats ou dossiers;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** madame la conseillère Ginette Gauvin

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René Poirier

et résolu à l’unanimité

**D’AUTORISER** le directeur général monsieur Michel Morneau à engager une ou des ressources humaines temporaires tout en respectant les politiques en vigueur et le budget alloué;

**2019-07-191 7.5 GESTION DES PLAINTES ET DES REQUÊTES;**

**CONSIDÉRANT QUE** les élus jugent essentiel le service aux citoyens et aux parties prenantes;

**CONSIDÉRANT QU’UNE** demande auprès de la municipalité comporte un lot d’informations permettant à tous de saisir les interventions entreprises par un employé afin de rendre un service adéquat au demandeur;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René-Carl Martin

et résolu à l’unanimité

**D’AUTORISER** le directeur général, Monsieur Michel Morneau à acquérir un service ou un logiciel permettant d’implanter un système de gestion des plaintes et des requêtes pour la municipalité de la Paroisse de Sainte-Marie-Madeleine.

**2019-07-192 7.6 ACQUISITION D’UN PHOTOCOPIEUR**

**CONSIDÉRANT QUE** le photocopieur actuel à plusieurs années de services;

**CONSIDÉRANT QUE** les coûts d’opération du photocopieur sont maintenant élevés;

**CONSIDÉRANT QUE** des bris de pièces se présentent beaucoup plus souvent dans les derniers mois;

**CONSIDÉRANT QUE** deux soumissions ont été obtenues par des fournisseurs soit DELCOM et SERVICOFAX;

**CONSIDÉRANT QUE** les analyses des offres font en sorte de comparer l’exploitation sur 5 ans avec un contrat de service;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Jean-Guy Chassé

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René-Carl Martin

et résolu à l’unanimité

**D’ACQUÉRIR** un photocopieur RICOH IM C4500 avec un contrat de service tel que présenté dans l’offre de service du 25 juin 2019 chez le fournisseur DELCOM.

Que le contrat de service est fixe de 60 mois avec impression couleur à 0.059$ et noir et blanc 0.0069$ incluant la préparation, la livraison, l’installation et la formation sur place.

 **8. SÉCURITÉ PUBLIQUE ET CIVILE**

**2019-07-193 8.1 BILAN 2018 (AN 7) EN INCENDIE – ACCEPTATION DU RAPPORT;**

**CONSIDÉRANT QUE** le Schéma de couverture de risques en sécurité incendie de la MRC des Maskoutains, ci-après appelé « Schéma », est en vigueur depuis le 1er février 2012;

**CONSIDÉRANT QUE** l’article 35 de loi sur la sécurité incendie (l.r.q. c. s-3.4) ainsi que l’action 7.6 des plans de mise en œuvre du schéma imposent l’obligation de produire un rapport annuel et de le transmettre à la MRC des Maskoutains;

**CONSIDÉRANT QUE** le directeur incendie, monsieur Mathieu Lacombe a déposé au conseil municipal le rapport annuel sur l’état d’avancement de l’ « an sept » du plan de mise en œuvre du schéma;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** madame la conseillère Ginette Gauvin

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René Poirier

et résolu à l’unanimité

**D’ENTÉRINER** le rapport annuel de l’ « An sept » du plan de mise en œuvre du Schéma de couverture de risques incendies de la MRC des Maskoutains.

**2019-07-194** **8.2 COORDONNATEUR DES MESURES D’URGENCE – NOMINATION;**

**CONSIDÉRANT QUE** lesprocédures en gestion des risques en sécurité imposent un coordonnateur des mesures d’urgence;

**CONSIDÉRANT QUE** la personne désignée doit avoir des pouvoirs de dépenses afin de faciliter le déroulement des évènements;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Jean-Guy Chassé

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

et résolu à l’unanimité

**DE NOMMER** le directeur général, monsieur Michel Morneau, au poste de coordonnateur des mesures d’urgence.

**9. INFRASTRUCTURE ET TRANSPORT**

**2019-07-195** **9.1 TÉLÉMÉTRIE POUR COMPTEURS D’EAU;**

**CONSIDÉRANT QUE** deux compteurs d’eau sont défectueux sur le réseau d’eau potable;

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité de Sainte-Marie-Madeleine est responsable de détenir des informations et des données pertinentes sur le réseau d’eau potable;

**CONSIDÉRANT** les différentes parties prenantes et les besoins d’échanges d’informations;

**CONSIDÉRANT QUE** les élus et l’administration désirent simplifier les processus;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Jean-Guy Chassé

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Pascal Daigneault

et résolu à l’unanimité

**D’AUTORISER** le directeur général, monsieur Michel Morneau, à acquérir un système afin de munir chacun des compteurs d’eau maître public d’un système de télémétrie;

**QUE** ce dernier puisse octroyer un ou des contrats à un ou des fournisseurs de manière gré à gré tout en respectant le cadre légal d’octroi de contrats;

**QUE** cecontrat puisse être jumelé ou non à l’implantation de la télémétrie aux stations de pompage des égouts sanitaires de manière gré à gré tout en respectant le cadre légal d’octroi de contrats;

 **10.0. AMÉNAGEMENT ET URBANISME**

**2019-07-196 10.1. RÈGLEMENT 19-496 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 09-370 AFIN DE MODIFIER LES NORMES RELATIVES AU STATIONNEMENT DANS LA ZONE 106 – ADOPTION**

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité de Sainte-Marie-Madeleine a adopté un règlement de zonage afin de gérer les usages et l’aménagement de son territoire;

**CONSIDÉRANT QUE** la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme permet à une municipalité de modifier ce règlement;

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil municipal veut modifier les normes de stationnement dans la zone 106;

**CONSIDÉRANT** l’avis de motion déposé séance tenante le 13 mai 2019;

**CONSIDÉRANT QU’UN** premier projet de règlement a été adopté à la séance du 13 mai 2019;

**CONSIDÉRANT QU’UN** deuxième projet de règlement a été adopté à la séance du 10 juin 2019;

**CONSIDÉRANT QU’UNE** séance de consultation publique a été tenue par conseil municipal le 10 juin 2019 afin d'expliquer les modifications proposées et d'entendre les personnes intéressées;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Pascal Daigneault

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René-Carl Martin

et résolu à l’unanimité

**D’ADOPTER** le règlement 19-496 modifiant le règlement de zonage numéro 09-370 afin de modifier les normes relatives au stationnement dans la zone 106 tel que déposé.

**2019-07-197 10.2. AVIS DE MOTION ET PROJET DE RÈGLEMENT 19-500 AMENDANT LE RÈGLEMENT NO 04-306 RÈGLEMENT SUR LES DÉROGATIONS MINEURES AUX RÈGLEMENTS D’URBANISME**

Avis de motion est, par la présente, donné par madame la conseillère Ginette Gauvin, qu’à, une prochaine séance du Conseil, il sera présenté pour adoption un règlement ayant pour but de revoir les montants requis afin d’étudier une demande de dérogation mineure.

**CONSIDÉRANT QUE** la municipalité de Sainte-Marie-Madeleine a adopté un règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme afin d'être en mesure, lors de circonstances exceptionnelles, de régulariser un projet qui répond aux objectifs du plan d'urbanisme sans toutefois être conforme à toutes les dispositions réglementaires;

**CONSIDÉRANT QUE** la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme permet à une municipalité de modifier ce règlement**;**

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil municipal désire modifier les tarifs reliés à une demande de dérogation mineure;

**CONSIDÉRANT QUE** les élus ont reçu le projet de règlement le 2 juillet 2019;

**CONSIDÉRANT** les recommandations du comité consultatif en urbanisme;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** madame la conseillère Ginette Gauvin

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

et résolu à l’unanimité

**D’ADOPTER** le projet de règlement 19-500 amendant le règlement no 04-306 règlement sur les dérogations mineures aux règlements d’urbanisme tel que déposé.

 **11.0 LOISIRS ET CULTURE**

**2019-07-198 11.1 SUBVENTION POUR LES LOISIRS – PARENTS ENTRAÎNEURS**

**CONSIDÉRANT** l’implication relevée des parents entraîneurs dans le développement du sport dans la municipalité;

**CONSIDÉRANT** les élus désirent souligner cet apport;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Jean-Guy Chassé

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René Poirier

et résolu à l’unanimité

**D’AUTORISER** une subvention aux parents désignéspour la saison estivale 2019 selon la liste soumise et déposée aux élus par l’agente aux loisirs.

**QUE** cette subvention correspond au montant de l’inscription de leur enfant à un sport.

**2019-07-199 11.2 CONTRATS – SERVICE DE COURS YOGA, DE PLANCHE À ROULETTES ET CONDITIONNEMENT CROSSFIT**

**CONSIDÉRANT** les services offerts par la municipalité de manière ponctuelle en loisirs;

**CONSIDÉRANT QUE** des contrats avec des fournisseurs sont requis;

**EN CONSÉQUENCE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Jean-Guy Chassé

**APPUYÉ PAR :** madame la conseillère Ginette Gauvin

et résolu à l’unanimité

**D’AUTORISER** le directeur général monsieur Michel Morneau à signer les contrats avec les fournisseurs pour le cours de Yoga, pour le cours de planche à roulettes et pour le cours d’entrainement crossfit selon les termes présentés aux élus.

 **12.0 PÉRIODE DE QUESTIONS**

Il est noté les différentes questions du public.

**2019-07-200 13.0 LEVÉE DE L’ASSEMBLÉE**

**IL EST PROPOSÉ PAR :** monsieur le conseiller Bernard Cayer

**APPUYÉ PAR :** monsieur le conseiller René Poirier

et résolu à l’unanimité

**DE LEVER** cette séance à 20 heures 25 minutes.

 \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

M. Gilles Carpentier, maire M. Michel Morneau OMA urb.

 Directeur général